

## GLOBAL CONFERENCE 2014 - COMPTE RENDU

### Face à face : « Un monde urbain sous tensions. Des gens ou des plans... changement social versus grands projets métropolitains? »

Mercredi 4 Juin – 19h10/19h55 – Haut-Dortoir- Abbaye de Fontevraud, Pays de la Loire, France

#### Intervenants :

- **M. Brian KILKELLY**, Directeur Général, World Cities Network
- **Mme Tita LARASATI**, Secrétaire Générale, Bandung Creative City Forum

#### Modérateur :

- **M. Nicolas BUCHOUD**, Fondateur, Renaissance Urbaine ; Président, Le Cercle Grand Paris de l'Investissement Durable.

Lorsque nous parlons de développement durable, l'engagement citoyen et l'action que peuvent mener les politiques, le secteur privé ou le secteur public ne devraient pas être dissociés.

Les actions mises en place par les acteurs privés et publics ne sont plus en adéquations avec les attentes des citoyens.

L'engagement citoyen est un moyen de pallier les défaillances des secteurs privé et public. Mais pour se faire il faut qu'un climat de confiance s'installe et que la conscience collective soit éveillée.

L'objectif de ce Face à Face était de confronter deux visions qui sont souvent mises en opposition: l'engagement social et citoyen de type « *bottom-up* », axé sur des programmes durables d'une part et les programmes financiers et d'ingénierie technique, de politique de constructions d'infrastructure d'autre part.

**La question est de savoir comment est-ce que nous pouvons organiser le débat entre ses deux approches pertinentes tout en sachant que les acteurs ont besoin d'investissements pour leurs infrastructures. En effet, lorsque nous parlons de développement durable, l'engagement citoyen et l'aspect financier et technique ne peuvent être en conflit, il faut chercher à établir des synergies entre les deux.**

Mme Tita Larasati défendait l'Agenda Social et M. Brian Kilkelly le plan d'investissement financier vert. Le modérateur, M. Nicolas Buchoud, spécialiste des questions urbaines avait un rôle d'entremetteur, à mi-chemin entre les deux visions.

La session a commencé par la diffusion d'une vidéo expliquant l'action de Bandung Creative City Forum en Indonésie représenté par Tita Larasati.

Mme Larasati a ensuite pris la parole afin de préciser d'abord que sa venue depuis l'Indonésie était motivée par le fait que de tels événements étaient un exemple même de rassemblement de personnes en communautés susceptibles de produire des initiatives de forme *bottom-up*.

Le Bandung Creative City Forum, fondé en 2008 est une organisation bénévole basée à Bandung, la 3ème ville d'Indonésie, regroupant à l'origine une cinquantaine d'associations et d'individus et visant à protester contre la politique municipale et à proposer des alternatives. Organisation bénévole, regroupant des personnalités provenant de multiples horizons professionnels, le Bandung Creative City Forum comprend 250 programmes coopératifs, dont certains à l'international. Par ailleurs, l'ancien directeur du Bandung Creative City Forum est aujourd'hui maire de Bandung, succédant à une personne en place depuis 10 ans et dont les politiques ont, selon Mme Larasati, considérablement affecté la ville.

Les effets de cet engagement communautaire se manifestent progressivement, car si l'on attend des actions de la part du gouvernement et des infrastructures en places, les changements n'arrivent qu'à long terme, s'ils ont lieu. Or, des problèmes tels que les inondations ou les embouteillages sont des problèmes récurrents et récents, pour lesquels des solutions rapides doivent être trouvées. C'est ainsi aux organisations telles que le Bandung Creative City Forum d'agir sur ces problèmes, de préférence dans une logique *bottom up*, étant donné que la majorité de la population ne se sentira pas comme partie de la communauté à partir du moment où elle n'est pas associée au processus de décision et de gestion des infrastructures.

Concernant la diffusion du modèle proposé par le Bandung Creative City Forum à l'international, Mme Larasati précise d'abord que dans les pays émergents, en particulier en Asie du Sud-Est, de nombreuses initiatives sont lancées concrètement, sans être nommées ni conceptualisées. Ainsi, c'est en se rendant à des conférences qu'elle a ainsi vu que le modèle proposé par son organisation s'apparentait au « *design thinking* » ou encore à l'innovation sociale, parce qu'ils n'ont jamais jugé nécessaire de donner un nom particulier à leurs actions.

Nicolas Buchoud s'est ensuite tourné vers Brian Kilkelly afin de lui demander ses impressions quant aux idées véhiculées par la vidéo introductive, ainsi qu'au message porté ensuite par Mme Larasati. M. Kilkelly, après avoir précisé qu'il était d'accord avec tous les points présentés dans la vidéo, a relevé que dans cette vidéo, les personnes qui agissaient profitaient en fait d'infrastructures, développées par les autorités publiques de la ville, les ingénieurs et les entreprises de construction. Il a ajouté que l'engagement des communautés était certes nécessaire mais que le fondement des actions devait provenir des dirigeants du secteur public comme privé qui doivent prendre les décisions les plus importantes pour financer et construire les infrastructures, et en particulier les infrastructures durables dont nos villes ont besoin.

M. Buchoud intervient alors en disant que le problème que nous observons notamment en Europe est que **les décisions prises par les gouvernements comme par le secteur public ne correspondent pas toujours aux besoins et aux attentes des populations**. C'est également ce que nous remarquons aussi dans le cas de Bandung. Il demande alors à M. Kilkelly si la prise de décision par les dirigeants publics comme privés était menée de telle sorte qu'elle corresponde aux besoins des citoyens, ou si celle-ci correspondait plus à des tendances qui ont besoin d'être soutenues. Le Directeur Général de World Cities Network répond alors que, paradoxalement, le rôle des planificateurs dans le développement urbain a depuis longtemps été relativement faible. L'expansion des villes est ainsi plus orientée par le marché et par la demande, que par planification de la part décideurs spécialisés. En outre M. Kilkelly insiste sur le fait que nous ne sommes plus selon lui dans le temps du choix, mais plutôt dans le temps de la crise. Il est alors nécessaire de réagir et de s'associer plus intensément, du côté du secteur public comme des particuliers, afin de mener les changements nécessaires au niveau urbain.

La question pour Mr Buchoud est de savoir comment il serait possible de s'adresser aux entreprises spécialisées dans les infrastructures urbaines et leur demander d'adopter des programmes plus adaptés aux besoins des habitants ?

M. Kilkelly affirme que cela peut représenter un challenge, mais que des mondes bien distincts peuvent en fait se rassembler, ce forum en est la preuve même. Ainsi, les entreprises ne savent pas avec quels interlocuteurs de la société civile interagir, notamment au milieu des nombreux groupes d'intérêts. La tentation serait alors de ne s'adresser à personne directement, et décider des actions à mener à partir de recherches et de sessions de travail, alors que de nombreux spécialistes en urbanisme estiment que c'est leur travail que de savoir quelles orientations suivre, et que c'est le rôle des principales entreprises internationales que de présenter celles-ci aux gouvernements. Dans ce sens, une consultation auprès des citoyens serait même un aveu de faiblesse. Il faut ainsi retenir que le processus de consultation des citoyens est souvent exigeant pour les entreprises, et ajoute un certain nombre de coûts à la construction d'une infrastructure publique.

Cependant, ces mêmes entreprises sont conscientes que l'instabilité de l'environnement politique leur pose également de très importants problèmes, et **qu'engager les citoyens pourrait être une manière efficace de contourner ou de dépasser l'obstacle institutionnel que constitue la volatilité politique.**

A la question de savoir quel était le ressenti des différents acteurs qu'il avait rencontré, qu'ils proviennent de la société civile comme des entreprises, concernant le futur des politiques d'urbanisme durables, M. Kilkelly estime que les doutes sont importants, en dépit de l'assurance de façade affichée par les entreprises et le secteur public. Il y a six ans, par exemple, le concept des villes intelligentes a émergé, et des projets innovants ont vu le jour mais malheureusement ce concept perd aujourd'hui de la vitesse, notamment parce qu'il est difficile d'en tirer profit rapidement en dépit des investissements importants réalisés en recherche et en marketing. Cela est une triste nouvelle pour les urbanistes qui aimeraient voir se développer de telles innovations technologiques, car cela marque un désintérêt de la part des entreprises.

M. Buchoud demande alors à Mme Larasati comment le Bandung Creative City Forum agissait, à travers une stratégie implication active, afin de peser dans les débats face aux entreprises sur des projets d'urbanisme en Indonésie.

Mme Larasati prend alors pour exemple le *Forest Walk*, un projet visant construire un sentier forestier en ville, indépendamment du gouvernement et grâce aux financements des Nations Unies, qui a fait face à un investisseur voulant construire un immeuble de onze étages avec parking dans la même forêt. Le directeur du Forum à l'époque, le maire actuel de Bandung, avait alors décidé d'adopter une nouvelle forme de protestation, plus créative, au-delà de la simple manifestation. Une campagne a été lancée, sous la forme d'une compétition autour de la question « A quoi voulez-vous que votre forêt ressemble ? », qui a suscité la réflexion de personnes à travers tout le pays, y compris de la part de personnes n'ayant jamais été à Bandung. Les vainqueurs ont été un groupe d'étudiants dont le projet a effectivement été construit en 9 jours, sans que les autorités n'aient été consultées pour autorisation.

Avec le support des Nations-Unies, le Bandung Creative City Forum a également soutenu le lancement d'un système de vélos en libre-service, alors que les autorités locales étaient sceptiques quant à l'utilité de mettre en place un tel système de transport, en mettant à disposition des participants à la Conférence Internationale de la TUNZA, la division du Programme des Nations Unies pour l'Environnement consacrée aux jeunes, des vélos pour qu'ils fassent le trajet entre leur hôtel et le lieu des conférences. Cette initiative a permis de donner à la ville près de 200 vélos, permettant la mise en place d'un service communautaire de location de vélo à l'échelle de la ville.

A la question de M. Buchoud, désirant savoir si les engagements des personnes avec qui elle travaillait ou qu'elle avait pu rencontrer en Europe étaient en adéquation avec les challenges que

leur posait leur société, Mme Larasati répond en mettant en évidence le fait que les challenges en Asie du Sud-Est sont différents. Les inégalités en termes d'éducation et de moyens sont bien moindres en Europe. De plus, en Indonésie, attirer l'attention des populations se fait de manière différente, aussi une autre approche, moins officielle, doit être adoptée afin d'obtenir la confiance des populations. La confiance est la nouvelle innovation. Aussi la plus grande richesse de Bandung n'est pas matérielle, mais repose sur le capital humain et sur les idées.

M. Kilkelly rejoint Mme Larasati en disant que c'est la première fois que nous avons à notre disposition plus de technologies que d'idées pour utiliser cette technologie, et que le challenge réside dans la confiance que nous donnons aux différents acteurs ayant accès à toutes ces données, sans quoi de nombreuses innovations peuvent être bloquées. Selon lui, il serait plus aisé de faire confiance à une entité indépendante et désintéressée, tel que les gouvernements locaux et les communautés au sein d'une ville. Ainsi, les villes ont besoin de créer de nouvelles structures qui soient réellement collaboratives et qui puissent prendre en compte toutes les parties prenantes, et qui seraient alors les seules compétentes pour utiliser nos données afin de transformer efficacement nos villes.

Brian Kilkelly affirme ainsi être en accord avec l'idée que les villes puissent détenir une forme de pouvoir et le confier aux communautés locales afin de faire en sorte que la confiance s'installe et que le secteur privé, les technologies et les communautés puissent s'entendre. Selon lui cela est déjà le cas à Barcelone par exemple, avec le programme *Barcelona 5.0*, où une organisation privée s'est vu donner pour mission d'accumuler et analyser des données provenant de zones particulières de la ville afin de les transmettre aux habitants, de manière à ce qu'ils puissent gérer leur propre environnement. Cela montre, selon M. Kilkelly, à quel point un pouvoir municipal peut redonner aux citoyens un certain contrôle sur certains services. C'est également une marque de reconnaissance de la part des gouvernements de leur manque de ressources ou de capacité, dans un monde extrêmement changeant, de gérer toute la ville de manière efficace. Si des domaines clés comme par l'exemple l'approvisionnement en eau ou les transports restent de leur domaine, de nombreux autres services pourraient être accomplis de manière plus efficace par des particuliers, par le secteur privé ou par un organe non gouvernemental.

Nicolas Buchoud remarque alors que le fossé entre les villes européennes et les villes dans les pays émergents ne serait pas si important, étant donné que Mme Larasati et M. Kilkelly discutent des mêmes problématiques. Il serait nécessaire, d'abandonner cette séparation nord-sud, et de chercher un moyen d'inclure les idées provenant du « nord » dans les villes du sud, et inversement, afin de réduire plus amplement ce fossé.

La parole est donnée à l'audience. Une première question est posée dans le public, M. Yann Queinnec, juriste spécialisé dans les questions de responsabilité sociale des entreprises, demande aux invités de donner des exemples de bonnes et mauvaise nouvelle concernant l'évolution de la situation urbaine incluant la dimension technologique.

M. Kilkelly répond en donnant l'exemple d'une application smartphone développée à Boston capable de détecter et de cartographier les trous et les bosses sur la route. Grâce à cette application, les autorités ont pu déceler où se trouvaient les difficultés et y remédier, à moindres frais. La technologie peut effectivement révolutionner positivement le management des villes mais elle peut aussi avoir de mauvaises répercussions comme c'est le cas du service de santé britannique qui souhaite pouvoir partager des données entre les différentes entités médicales sauf avis contraire des usagers. Le problème ici est que beaucoup de citoyens ne font pas confiance au management des données confidentielles ce qui freine l'initiative.

Mme Larasati fait référence au dynamisme des réseaux sociaux et des services de messagerie en Indonésie, avec l'exemple du maire actuel de Bandung qui twitte sur les projets qu'il mène et répond aux demandes des riverains qui l'interpellent. Selon elle, l'avènement des réseaux sociaux est une preuve que les technologies peuvent avoir un impact positif et peuvent contribuer à véhiculer l'information plus facilement et de répondre aux urgences plus rapidement. Mais le problème de ses réseaux est qu'ils accélèrent aussi les rumeurs et peuvent détruire en quelques instants l'image sociale d'un projet. M. Buchoud rebondit en s'interrogeant sur la possible émergence d'une démocratie sur twitter.

Une représentante de la Earth Focus Foundation intervient en notant qu'en Europe, contrairement à la situation décrite pour l'Indonésie par Mme Larasati, il y a un manque de conscience collective, les gens ne se rassemblent plus pour faire émerger des projets, notamment, selon elle, parce que les responsables politiques sont au pouvoir depuis tellement longtemps que les citoyens n'ont plus la motivation de se lever et dire qu'ils ne sont pas d'accord avec un projet mis en place, comme ce fut le cas pour défendre le projet de *Forest Walk* à Bandung. En outre, elle affirme que la jeunesse a un rôle particulièrement important à jouer pour mener à bien de tels projets.

M. Kilkelly nuance ces propos, en mentionnant l'exemple de la ville allemande de Fribourg, qui est l'une des premières villes à viser l'objectif zéro carbone, mais s'accorde sur le manque de confiance des populations envers le processus politique. Ce qui, selon lui est le plus inquiétant, c'est qu'à un moment où nous avons besoin d'un élan politique important afin de réaliser le changement de société dont nous avons besoin pour réduire nos émissions de carbone et notre consommation en énergie dans un monde de plus en plus peuplé, nous sommes dans **une situation de manque total de confiance envers le monde politique.**

M. Buchoud souligne le côté paradoxal du fait que certains veulent mettre en place des politiques pour répondre à l'urgence qu'il y a face à la réalité du changement climatique alors que la confiance que placent les citoyens dans les politiques de changement ne fait que diminuer.

Une représentante de vox.org, une plateforme en ligne de comparaison des programmes politiques durant des élections, voudrait rebondir sur cette question de l'engagement des jeunes, et prend pour exemple son organisme, au sein duquel plusieurs personnes ont participé bénévolement et se sont intéressés aux propositions politiques pour le futur. Elle demande ensuite à Mme Larasati si de telles initiatives sont également menées par les jeunes indonésiens dans le cadre des élections présidentielles et législatives à venir.

Mme Larasati répond que les réseaux sociaux et les nouvelles technologies sont effectivement largement utilisés durant la campagne, et que des bénévoles mettent également en place des programmes collectant les données des programmes politiques des différents candidats.

Avant de laisser les deux intervenants conclure, M. Buchoud voudrait ajouter que nous sommes à l'aube d'une croissance démographique importante et nous ne sommes pas forcément conscients des risques qui nous menacent, ni des solutions que nous devons trouver pour demain. Cependant nous devons commencer à construire ces solutions petit à petit en prenant en compte du fait que des écarts existent entre les décisions gouvernementales, les décisions du secteur privées, et les attentes des citoyens. Ces enjeux et ces écarts ne peuvent être mis de côté, lorsque nous parlons de mettre en relation l'agenda social et l'agenda métropolitain.

Les intervenants concluent en donnant les perspectives d'évolution de leurs projets respectifs.

Après avoir précisé que le Bandung Creative City Forum fonctionnait par périodes de 5 ans, et que le directeur actuel était en poste jusqu'à 2017, Mme Larasati a insisté sur le concept « d'acupuncture urbaine », visant à réaliser des petits changements dans plusieurs zones de la ville, et qui apparaît comme la méthode la plus appropriée aujourd'hui pour des villes aussi densément et diversement peuplées que Bandung. Le Bandung Creative City Forum a ainsi pour projet de développer une feuille

de route pour 2017, pour éveiller la conscience des citoyens et ainsi leur permettre de contribuer aux changements urbains indépendamment de l'équipe municipale. Cela passe par l'organisation d'ateliers et de conférences pour tenter de résoudre les problématiques urbaines entre les parties prenantes impliquées au niveau de la ville.

M. Kilkelly précise que le World Cities Network a créé un groupe de dix villes leaders comprenant New York, San Francisco, Toronto, Barcelone, Helsinki ou Paris, en attendant la participation de villes chinoises et japonaises, qui discuteront des relations entre les différents secteurs –privé et public- et les villes afin de rendre celles-ci plus flexibles au changement. Ces nouvelles villes doivent ainsi être mieux à même de s'adapter aux changements importants à venir, ainsi qu'à la croissance de la démographie urbaine, en sortant de leurs modes d'action traditionnels. Cependant, ce qu'il manque encore au World Cities Network est qu'il reste difficile de faire entendre la voix des citoyens auprès des autres acteurs engagés, qui ne sont pas souvent engagés dans les forums et tables rondes organisées.

En conclusion, Nicolas Buchoud affirme qu'une réelle organisation doit rapidement se mettre en place afin de repenser les agendas et les solutions afin de les rendre plus remplies d'espoirs, d'actions et afin de connecter les espaces, les populations et les technologies.